

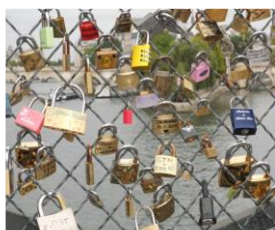
Transition énergétique & sociétale : comment changer d'échelle ?

... en quoi l'innovation sociale et les dynamiques collectives facilitent l'émergence et le développement des projets de transition sur les territoires locaux ?

RENCONTRE INTERNATIONALE FRANCOPHONE

6, 7, 8 et 9 juin 2018

IMT Atlantique et POLYTECH Nantes
La Chantrerie à Nantes, France



LIVRE DE BORD : PRODUCTION COLLECTIVE D'EAUX DE VIES

Ce document n'a pas pour ambition de restituer l'ensemble des interventions et des échanges de ces quatre jours construits autour de différentes séquences.

Si les interventions de Dominique Bourg, de Damien Carême et de Jo Spiegel sont disponibles sur le site web du Collège des transitions sociétales, l'histoire de la dynamique collective à la Chantrerie est également documentée et illustrée sur le site web de l'AFUL Chantrerie.

Ce document a seulement pour objet de partager, de manière très synthétique, les réponses apportées par les participants aux principales questions qui ont émergé des ateliers ... et qui sont au cœur du programme partenarial d'action-recherche TES présenté en fin de document. L'histoire reste à écrire...

Avec le soutien de :

**IL VA FALLOIR
« NEGOCIER NOS
MODES DE VIE » !**

Le niveau des changements climatiques qui se dessinent, même en actant les engagements volontaires de la COP 21, vont fortement impacter nos sociétés humaines, et ce dans une temporalité très courte.

De nouveaux modèles sont donc à explorer pour réduire nos consommations d'énergie (et plus généralement de ressources), produire cette énergie à partir de sources renouvelables et favoriser par la même la (re)localisation des activités et des emplois.

Il va falloir « négocier nos modes de vie » !

Très présents dans d'autres pays comme l'Allemagne ou le Danemark, les projets locaux portés par des collectifs d'entreprises, d'habitants, d'agriculteurs, en articulation avec les politiques publiques, peuvent contribuer à engager et développer les transitions localement. En France, si des projets phares sont bien présents, ils restent trop rares et la question aujourd'hui posée est celle du changement d'échelle sur nos territoires.

Cette rencontre a exploré deux thèmes principaux :

**COMMENT
CARACTERISER LES
INITIATIVES LOCALES ?**

- Comment se caractérisent les innovations sociales et les dynamiques collectives au sein des projets locaux, quels en sont leurs effets ? Quelles formes de « leadership » exercent les porteurs de projet et quelles modalités de coopération observe-t-on ? Quel rôle joue la culture du territoire ? Y-a-t-il des invariants ou des facteurs clés transversaux de réussite ?

**COMMENT FAVORISER
LE CHANGEMENT
D'ECHELLE ?**

- Quel est le rôle de la collectivité et de l'Etat pour favoriser l'émergence de ces innovations sociales et faire qu'elles se multiplient ? Quelles articulations entre projets locaux, politiques publiques intercommunales et régions administratives en charge de la transition énergétique ? Comment favoriser le changement d'échelle ?

**PLUS DE 120
PARTICIPANTS
FRANCOPHONES
(BELGIQUE, FRANCE,
QUEBEC, SUISSE)**

Porteurs de projets collectifs, chercheurs-acteurs, acteurs-chercheurs, élus, responsables en collectivité, en entreprise, dans des associations, responsables d'organismes de l'Etat, sont venus échanger et partager leurs expériences en matière de dynamiques et de capacités collectives, de savoir-faire, de méthodologies ... mais aussi formuler collectivement quelques préconisations de politique publique pour mieux en favoriser la diffusion.

**UN DISPOSITIF DE
CONVERGENCE SUR
4 PROPOSITIONS**

A partir de 7 ateliers menés en parallèle, centrés sur les deux questions ci-dessus, 11 propositions ont émergé de la réunion de synthèse avec l'ensemble des animateurs et rapporteurs des ateliers. Puis, sur la base d'un vote des 120 participants, quatre propositions faisant le plus consensus ont été approfondies lors d'un atelier de type « café mondial », francophone bien sûr. Deux propositions faisant le plus dissensus ont également été explorées à cette occasion.

Ce document résume les principaux points et arguments ressortis des échanges et des débats concernant ces 4 + 2 propositions.



11 propositions issues des ateliers

Parmi les 11 propositions issues des 7 ateliers menés en parallèle, les 4 premières ont fait largement consensus et les 2 suivantes dissensus pour être discutées et argumentées au cours d'un « café mondial ». Les 5 autres propositions, présentées à la fin, n'ont pas été directement explorées.

LES 4 PROPOSITIONS QUI ONT FAIT LE PLUS CONSENSUS

CREER DES « ESPACES TIERS »



Travailler à la conception et à la réalisation d'actions communes, entre acteurs d'un territoire, nécessite d'aller au-delà des intérêts individuels, de faire émerger un intérêt commun. Cet objectif demande alors de co-construire entre acteurs une qualité relationnelle qui libère des jeux de pouvoir et des postures institutionnelles. Bienveillance, écoute, intérêt commun, humilité : la coopération est à ce prix, la confiance est alors à portée.

Cet « espace tiers » où se construit du collectif, n'est pas, ou pas seulement, un espace physique. Il doit davantage être pensé comme un « dispositif » où la confiance se construit progressivement, avec des principes d'actions partagés et formalisés. Cet « espace tiers » doit également être conçu pour accueillir facilement d'autres acteurs, dans leur diversité. Il doit être inclusif, pour nourrir le collectif, pour en faire un espace vivant.

La qualité de l'animation et de sa gouvernance sont alors des éléments clés de la réussite de cette coopération.

PARTIR DES INITIATIVES LOCALES DE SON TERRITOIRE, S'APPUYER SUR LES PORTEURS DE PROJET ET CREER UNE CARTOGRAPHIE DES INITIATIVES LOCALES



Très souvent, les territoires bénéficient déjà d'initiatives locales très riches : agriculture et alimentation, énergie renouvelable citoyenne, solidarité, éducation, zones d'activités entreprises... Les communes connaissent ces projets et leurs leaders, ces porteurs de projets particuliers. L'enjeu est alors de s'appuyer sur ces « pépites » pour donner envie à d'autres de faire de même, mais à leur manière.

Mettre en récit et en réseau ces initiatives locales pourrait alors aider à faire « système territorial », au niveau de l'intercommunalité, centre de décision de plus en plus important. Ceci dit, les termes et les conditions de la coopération, et donc de la confiance, entre les différentes échelles territoriales (communes et intercommunalité), ainsi qu'entre la collectivité et la société civile doivent sérieusement progresser.

Cette identification des projets locaux et de leurs leaders, ainsi que cette approche systémique territoriale, pourraient alors être matérialisées par une cartographie numérique conçue, en tout premier lieu, avec un objectif opérationnel de multiplication des initiatives.

La définition des besoins et le déploiement de cet outil ne peuvent alors s'imaginer qu'en impliquant différentes collectivités, à différentes échelles, et les autres acteurs locaux. La visée régionale ne doit pas être absente.

CREER DES PARCOURS D'APPRENTISSAGE POUR LES FUTURS PORTEURS DE PROJETS



Cette proposition porte sur l'importance d'une montée en compétences des acteurs de la société civile en général, et des porteurs de projets en particulier. Là encore, chacun ne part pas de rien, des compétences existent dans les différents collectifs. C'est vrai dans le milieu agricole, le milieu associatif ou encore au sein des entreprises.

Ceci dit, souvent le porteur de projet n'est pas préparé aux difficultés liées aux questions du « faire ensemble ». Coopérer avec les autres types d'acteurs n'est en effet pas simple. Chacun a sa propre temporalité de la décision et/ou de l'action, des représentations et des raisonnements, des intérêts qui peuvent différer ou diverger... C'est souvent vrai par exemple entre les collectivités, les habitants et les entreprises. Aussi, la coopération ne se décrète pas, ne s'improvise pas, ne s'impose pas, elle se construit sur des fondations dont il faut connaître les fondamentaux.

Au-delà des enjeux plus traditionnels (mais très importants) liés à la gestion de projet, à la mobilisation de ressources techniques, humaines et financières, il faut donc « apprendre à faire ensemble ». Le porteur d'un tel projet n'est pas n'importe quel *leader*, c'est un *idéateur* comme disent nos amis québécois. Allons alors à sa rencontre et aidons-le.

FAIRE EVOLUER LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET LES CRITERES D'EVALUATION DES AIDES FINANCIERES



Les dispositifs actuels pour solliciter une aide financière publique sont considérés comme n'intégrant pas suffisamment les externalités positives apportées, voire les externalités négatives évitées, et ce dans une approche systémique globale. Les dimensions sociales (et pas uniquement l'emploi), démocratiques (avec une approche collective) et environnementales (dont l'urgence climatique et de biodiversité) sont alors à examiner globalement.

Une orientation forte des conditions d'attribution des aides financières vers cette intégration systémique des enjeux sociétaux, donnerait un signal fort et mobilisateur pour l'émergence et le développement des projets, notamment locaux.

Par ailleurs, les grilles d'évaluation devraient faire l'objet d'une élaboration entre porteurs de projets et financeurs. La culture du résultat quantifié cache parfois une réalité moins visible, mais plus résiliente et fertile pour la suite.

Enfin, le droit à l'expérimentation et le droit à l'échec apparaissent également comme essentiels pour repenser les conditions d'attribution des projets. Les enseignements d'un échec sont parfois plus riches qu'une réussite, pour peu qu'on prenne le temps de capitaliser sur les expériences. L'échec est une partie indissociable du processus d'évaluation.

LES 2 PROPOSITIONS QUI ONT FAIT LE PLUS DISSENSUS

CREER UNE FONDATION REGIONALE POUR LES PROJETS DE TRANSITION

L'idée de créer une fondation régionale a suscité des réactions assez négatives puisqu'elle a été rejetée par 65 personnes contre 28 qui l'ont soutenue. Plus que le principe même de fondation, c'est son pilotage par une institution publique qui a cristallisé les oppositions, avec la défiance démocratique en toile de fond.

Au-delà du changement de nom qui a été proposé, avec le concept de « fabrique régionale », les contours d'une telle instance, dédiée aux projets de transition énergétique et sociétale, ont été dessinés.

Cette fabrique aurait pour objectif de repérer les initiatives, de les aider financièrement mais aussi de les accompagner. Cette perspective nouvelle impliquerait d'encourager des démarches de prospective et de suivi, et de ne plus recourir aux appels à projet.

La « fabrique régionale », pourrait recevoir des fonds mixtes (allocations de l'Etat, des collectivités, des donations d'entreprises et de citoyens), en intégrant dans sa gouvernance puissance publique et société civile, avec des modalités de coopération telles que dessinées précédemment.



FAIRE EVOLUER ET RENFORCER LE ROLE DES INSTANCES DE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE COMME LES CONSEILS DE DEVELOPPEMENT

Au même titre que la réaction sur la fondation, celle sur les conseils de développement laisse transparaître l'image d'instances ne jouant pas leur rôle : très masculin, retraités, classe sociale « supérieure », articulation insuffisante des travaux et coopération avec les élus.

Cette instance de dialogue et d'apprentissage devrait s'apparenter à un « tiers lieu ». Elle rassemblerait alors une véritable diversité d'acteurs pour favoriser le partage d'expériences, le suivi et la co-construction de projets collectifs. Il faudrait également penser la possibilité d'indemnisation du temps passé par la société civile (par exemple en monnaie locale) et insister sur l'importance de l'ancrage territoriale.

Dans un moment où le mot *développement* est très connoté, peut-être faut-il aussi changer de nom et affirmer un rôle de *chambre locale du futur* avec de vraies ambitions.

Faire évoluer et renforcer le rôle des instances de démocratie participative comme les Conseils de développement

59 pas d'accord

Mots-clés : « petite chambre » du futur, articulation avec la collectivité et les habitants, modes de gouvernance, processus de décision...



LES 5 AUTRES PROPOSITIONS QUI N'ONT PAS ETE EXPLOREES, MAIS QUI...

DEVELOPPER LES BUDGETS PARTICIPATIFS LOCAUX

Les communes peuvent faciliter l'émergence d'initiatives citoyennes en créant des budgets participatifs. Il ne s'agit pas ici de donner « un os à ronger » pour calmer quelques groupes d'habitants (ou de salariés), l'enjeu est d'articuler ces projets à la politique publique locale, de faire monter en compétences coopératives les acteurs, y compris les services et les élus.

CREER UNE FORME D'AGORA TERRITORIALE DES PROJETS COLLECTIFS

Organiser une rencontre (annuelle par exemple) dédiée aux porteurs de projets, et à de jeunes pousses, est une proposition ressortie afin de se nourrir mutuellement des retours d'expérience de chacun et du croisement de regards. La mise en relation de ces leaders sera également une étape importante pour le dispositif (à inventer) de changement d'échelle tant convoité.

BIEN CONNAITRE SON TERRITOIRE, D'UN POINT DE VUE HISTORIQUE, POLITIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Pour faire émerger des initiatives au niveau local, il est nécessaire de partir de l'existant, à savoir l'identité d'un territoire et la diversité des acteurs qui le compose. Ce diagnostic préalable, qui devra être sans concession et partagé, permettra de mieux développer les compétences du territoire en créant une synergie entre les acteurs concernés.

EXPERIMENTER DE NOUVELLES FORMES DE GOUVERNANCE ET DE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

Afin d'encourager la mixité sociale, la transparence, la responsabilité individuelle et collective des citoyens, il serait nécessaire d'expérimenter, aux différentes échelles (du local jusqu'au régional), des dispositifs tels que le tirage au sort, les conférences de consensus, les référendums ou les consultations... Ce type d'expérimentations, à co-construire, entend repenser les cadres actuels de la participation démocratique pour la rendre plus opérationnelle ... et démocratique.

ALLER VERS LES PUBLICS LES PLUS ELOIGNES

Il faut apprendre à écouter les personnes en situation de précarité, les réfractaires ou les indifférents pour établir des liens durables avec eux et les pousser à l'engagement. Cela requière tout d'abord de faire preuve de créativité pour stimuler les imaginaires. Aller à leur rencontre, en s'appuyant sur le tissu associatif existant, serait la bonne voie sinon la seule. Indemniser les personnes qui s'impliqueraient dans les instances participatives pourrait être une solution pour pérenniser cet engagement, tout en veillant au renouvellement de ces personnes.



RENCONTRE INTERNATIONALE FRANCOPHONE

Transition énergétique & sociétale : comment changer d'échelle ?

... en quoi l'innovation sociale et les dynamiques collectives facilitent l'émergence et le développement des projets de transition sur les territoires locaux ?

Ces rencontres internationales francophones ont pu voir le jour et se dérouler grâce à l'investissement de nombreux acteurs.

Que tous en soient remerciés chaleureusement :

- Fabienne Bretécher et Lydie Saïdj, pour l'organisation logistique ;
- Hugues Baudry, Pierre Gorsic et Claire Legrand, pour leur participation au Comité d'organisation ;
- Anne Gobbey et Bernard Lemoult, pour l'animation de la rencontre ;
- Damien Carême et Jo Spiegel, grands témoins de l'évènement ;
- Samuel Aubin, pour l'animation de la table ronde internationale francophone ;
- Ludovic Bertina et Janice Calvacanti, pour leur implication lors de la rencontre et pour leurs contributions à ce document ;
- Sylvain Gaillard, de Eudes, pour ses dessins qui ont égayés la soirée avec Damien Carême ;
- Les animateurs et les rapporteurs des ateliers, les animateurs du « world café » ;
- Les amis québécois, suisses et belges pour leurs venues et pour leurs témoignages ;
- L'ensemble des participants, pour avoir accepté la tonalité décalée donnée à cette rencontre, pour leur participation active, pour ce qu'ils sont et ce qu'ils font ;
- Les partenaires pour leur contribution financière et en nature : l'ADEME, l'AFUL Chantrierie, IMT Atlantique, la Région des Pays de la Loire, Nantes Métropole, l'Institut CDC pour la recherche, Polytech Nantes, avec une pensée pour René Le Gall qui nous a quitté quelques jours avant.



Photo de clôture de la rencontre internationale francophone

LE PROGRAMME PARTENARIAL TRANSITION ENERGETIQUE & SOCIETALE

Les enjeux sociétaux, pilotés principalement par les questions de climat, de biodiversité, de ressources naturelles, de biens communs, de démocratie... nous conduisent à devoir faire évoluer nos modes de vies en profondeur, et ce en quelques décennies, à l'échelle d'une génération.

Dans ce contexte, le programme partenarial Transition Energétique & Sociétale (TES) fait l'hypothèse de l'importance de faire émerger des projets locaux portés par des collectifs d'entreprises, d'agriculteurs, d'habitants, en articulation avec des politiques publiques locales engagées.

Le programme TES vise ainsi principalement à :

- Explorer et formaliser les conditions d'émergence de ces projets collectifs, de favoriser les rencontres entre pairs, d'explorer les conditions, les outils, les méthodes et les expérimentations pour changer d'échelle ;
- Travailler l'articulation entre ces projets collectifs locaux et les politiques publiques engagées, à différentes échelles (locales, intercommunales, départementales, régionales) pour en faciliter notamment l'émergence.



Le programme TES en 1mn45s



Partenaires 2018-2021 du programme TES :



Pour toute information :

- sur le programme TES, <http://web.imt-atlantique.fr/x-dg/transition-energetique/>
- sur le Collège des transitions sociétales, <http://www.college-transitions-societales.fr>
- sur l'AFUL Chantierie, <http://web.imt-atlantique.fr/x-dg/aful-c/>